

Conférence débat - Entrée libre - Tous publics
Mercredi 27 Mars 2013 - 18h00
Amphithéâtre du Pôle Universitaire de Guyane / Campus Troubiran



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Les entreprises Guyanaïses
répondent présent !!!*

SEMAINE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DU 22 MARS AU 7 AVRIL 2013
THÈME 2013 : LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Une collation vous sera offerte
par les MPI Guyane



Generg



débat national transition énergétique



COMPTE RENDU DE LA SEANCE PUBLIQUE

ANIMATION : LA CANOPEE DES SCIENCES

Intervenants :

Bernard BOULLANGER	- Président des MPI (Association des Moyennes et Petites Industries de Guyane)
Sébastien BOURGEOIS	- Président du GENERG (www.generg.fr)
Alain CYRILLE	- Vice Président du GENERG
Pierre PERROT	- membre du bureau du GENERG

Auditoire : environ 60 personnes, dont (en autres) :

- une petite dizaine d'étudiants et enseignants en Master du Pôle Universitaire de Guyane
- l'ADEME Guyane, la DEAL, EDF Guyane et autres institutionnels
- des professionnels et des citoyens

Thématiques abordées :

- les enjeux de la transition énergétique en Guyane,
- le poids énergétique du transport,
- les actions dans le domaine de l'électricité avec exemples de réalisations concrètes dans l'efficacité énergétique (bâtiment) et la production d'énergies renouvelables,
- le bilan économique de la transition énergétique et son financement.

Déroulement :

Introduction / contexte	M. BOULLANGER	
Enjeux de la transition énergétique en Guyane	M. BOURGEOIS	
1. Transport	M. PERROT	5'
2. Sur le plan électrique	M. BOURGEOIS	15'
3. Efficacité énergétique	M. PERROT	10'
4. Energies renouvelables	M. CYRILLE	10'
5. Gains et Coûts de la TE	S. BOURGEOIS	5'
6. Financement de la TE	M. PERROT	5'
Synthèse	M. BOULLANGER	

La conférence MPI/GENERG est pleinement intégrée dans le Débat National sur la Transition Énergétique puisqu'elle aborde les 4 grandes questions imposées :

- 1. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?** L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.
- 2. Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ?** Quel type de scénarii possibles à horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?
- 3. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?**
- 4. Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?**

Quelques images



Alain CYRILLE (GENERG-Voltaia) - Sébastien BOURGEOIS (GENERG-Cr'Eole) - Pierre PERROT (GENERG-INGEKO Energies)
Bernard BOULLANGER (MPI-SOLAM) (debout, à droite)

1^{ère} partie : Les enjeux pour la Guyane

Présentation

En 2009, les besoins en énergie de la Guyane -d'après le PRERURE 2012- se répartissent entre :

- le transport : 53%
- le secteur professionnel : 28%
- le secteur résidentiel : 14%
- l'agriculture et la pêche : 5%

Le constat est fait que la Guyane est dépendante à **90%** des énergies fossiles.

A titre de comparaison, au début des années 2000, la part des fossiles dans le bilan d'énergie primaire de la Guyane était de 81%.

La Guyane a donc accentué sa dépendance aux importations de pétrole et de ses dérivés.

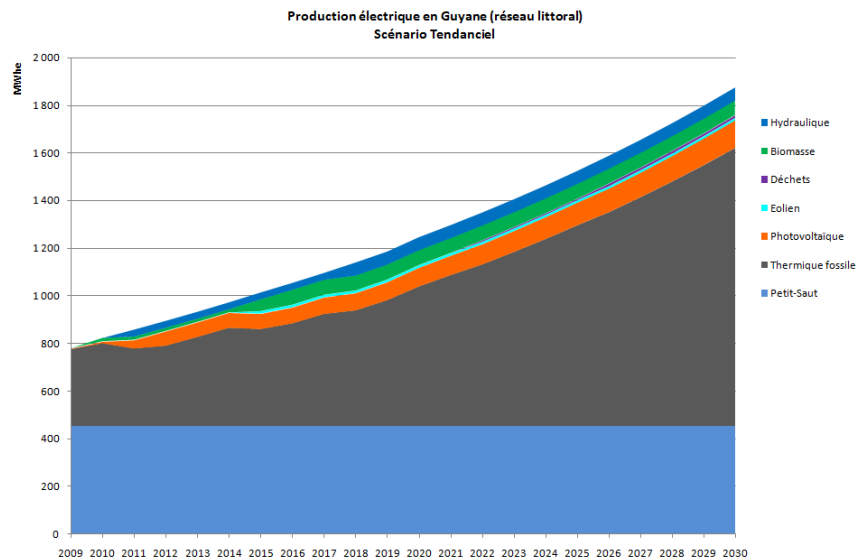
Le chemin est donc encore long pour arriver aux objectifs du Grenelle :

50% d'EnR dans la consommation d'énergie d'ici 2020 et Autonomie énergétique en 2030

Concernant la demande en électricité, le scenario tendanciel montre une très forte augmentation à l'horizon 2030 (source : PRERURE).

Avec une tendance à la hausse du prix de l'énergie, les risques identifiés sont :

- une perte de compétitivité des entreprises,
- une baisse du pouvoir d'achat des ménages,
- l'augmentation de la précarité d'une partie de la population,

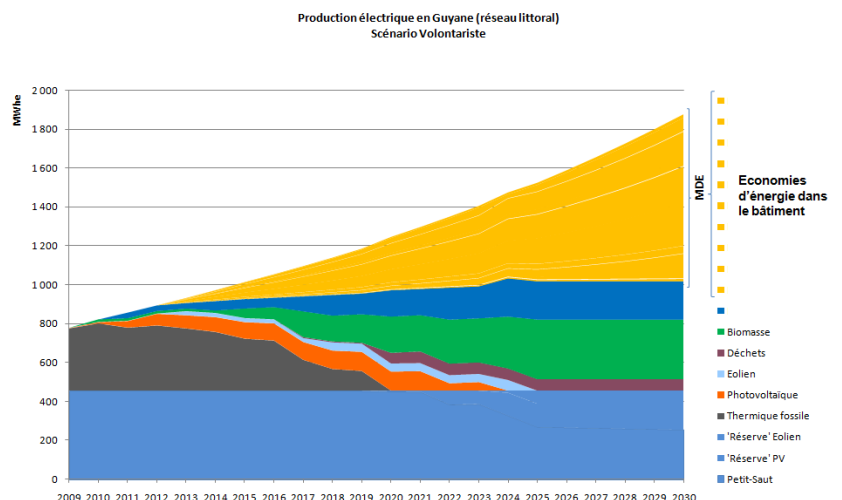


La solution préconisée est le scénario volontariste du PRERURE basé sur :

- les économies d'énergies à grande échelle,
- le développement du mix énergétique renouvelable.

Objectifs pour réussir la transition énergétique c'est :

- **Stabiliser la consommation électrique à 1000 GWh/an jusqu'en 2030,**
- **Travailler sur la Demande en développant les EE à confort égal,**
- **Côté Offre : Développer un mix énergétique diversifié basé exclusivement sur les énergies renouvelables disponibles localement**



Concernant les transports, le sujet n'est pas pleinement de la compétence du GENERG, mais le poids important de ce secteur oblige à porter la question sur la place publique. Au même titre que pour la question de l'électricité, les enjeux et orientations pour la Guyane ont pu être présentés.

Questions/débat

❖ Un auditeur (ADEME) indique que le **scenario tendanciel proposé sous-estime l'augmentation du prix de l'énergie et ses conséquences économiques**. De plus, dans le cas d'une éventuelle suppression de la péréquation tarifaire pour l'électricité, l'impact financier pourrait être dramatique pour les entreprises et ménages des DOM.

Cela renforce le discours du GENERG, la transition énergétique est donc une nécessité.

❖ Une solution proposée serait l'évolution de la réglementation, notamment dans la construction pour favoriser la transition.

❖ Un auditeur suggère la **création d'une voie ferrée** sur le littoral. Cette solution semble cependant peu appropriée, notamment en termes de coût (au vue des conclusions du Plan Global Transport Déplacement récemment validé à l'échelle de la Guyane).

2^e partie : Les réalisations concrètes

La transition énergétique en Guyane est en marche, portée par des compétences et des entreprises locales :

- dans le Bâtiment : qualité environnementale, filières émergentes : isolation, eau chaude sanitaire solaire, constructions bioclimatiques ...
- pour la production décentralisée d'énergies renouvelables : grande expérience du photovoltaïque en site isolé, développement rapide du photovoltaïque raccordé réseau, centrales bois-énergie et hydraulique au fil de l'eau...
- plusieurs projets innovants en raccordé réseau avec des solutions de garantie de la productions (prédiction, stockage) associées aux énergie intermittentes (PV, éolien) mais aussi en sites isolés avec des appels d'offres d'EDF pour des centrales collectives hybrides PV-Diesel

Questions/débat

❖ un auditeur remarque que les **délais de réalisation des projets hydrauliques présentés (8 ans) ne sont pas compatibles avec les ambitions du scenario volontariste (10 projets en 20 ans)** :

Réponse de l'exploitant : les projets réalisés ont été "pilotes" tant pour le constructeur que pour les collectivités. Il existe des délais incompressibles de 3 ans, les délais supplémentaires peuvent être améliorés par :

- les services instructeurs, peu formés à ce type de projets
- et aussi à une meilleure efficacité dans la gestion de projet.
- Les projets ayant été réalisés sans cadre réglementaire volontariste, la transition énergétique pourrait aussi permettre d'accélérer les délais de développement des projets EnR.

A titre d'illustration, le projet éolien Cr'Eole-Matiti entame sa neuvième année de développement !

❖ quel est le **contenu carbone de l'énergie produite par une centrale bois-énergie?**

o le facteur CO₂ global est très inférieur à une centrale thermique fossile (environ 200g/kWh selon l'ADEME). Dans le cas de l'utilisation de déchets de scierie, l'émission de GES se limite au transport du combustible, soit un contenu augmenté de 10%.

❖ un auditeur expose la **faible valorisation globale de la ressource dans le cadre de l'exploitation de bois énergie** (estimée à mois de 15%, incluant la création des routes et dégâts lors de l'abattage).

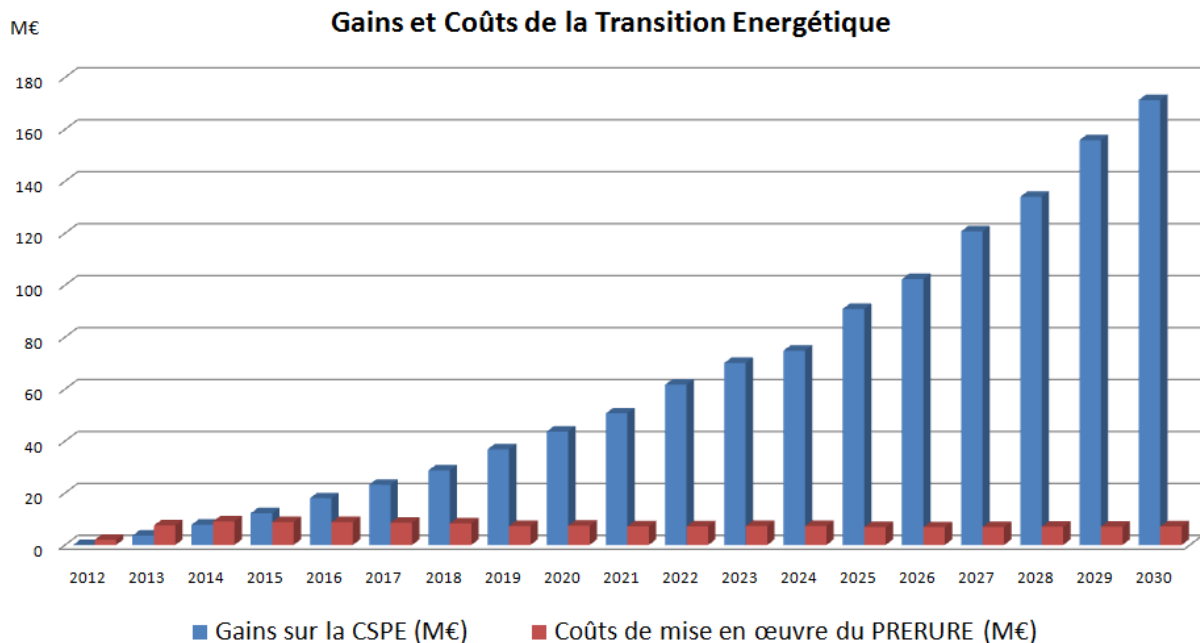
Réponse de l'ADEME : les rendements annoncés sont habituels dans la filière bois. La valorisation énergétique du bois parallèle à la filière bois d'œuvre, ainsi qu'une meilleure gestion du parc forestier, permettrait d'augmenter la valorisation de la ressource. Récupérer le bois de défriche (1 million d'hectares) est également une solution de valorisation performante.

❖ un auditeur propose de réutiliser les arbres noyés lors de la mise en eau du barrage de Petit-Saut.

Réponse : une étude est actuellement en cours à ce sujet, menée par EDF.

3^e partie : Le bilan économique

Le coût global de la transition énergétique en Guyane est estimé à 138 M€ (PRERURE 2012), ce qui correspond à **un investissement de 7 à 9 M€/an de 2012 et 2030.**



Ce coût est à comparer aux gains attendus :

- **Gains sur la CSPE** = 12 M€ en 2015 ... 171 M€ en 2030, soit **1,2 milliards d'euros** en cumulés entre 2012 et 2030.
- **Augmentation de la compétitivité des entreprises** par la maîtrise de leur dépense d'énergie
- **Création d'activités locales = développement endogène**
Chiffres d'affaires non évalués mais on n'imagine aisément qu'économiser 1000 GWh en 2030 et produire près de 800 GWh d'EnR va générer des centaines de millions d'euros de CA pour les entreprises guyanaises
- **Création de 1200 emplois minimum**, notamment dans les filières EnR et bâtiment.
- **Amélioration du pouvoir d'achat** par la réduction des dépenses d'énergies des ménages :
+ 1000 €/an par famille en 2030 lorsque l'on met bout à bout toutes les économies réalisables dans le logement au lieu de - 2000 €/an dans le scénario tendanciel (où la consommation électrique de chaque famille augmente puisqu'elle n'a pas été incité à faire des économies d'énergie et en parallèle le prix de l'énergie aura augmenté également)
Soit une différence de plus de 3000 €/an par famille entre les deux scénarios

Le financement de la transition

Il est rappelé que des dispositifs de financement existent et seraient à mobiliser plus efficacement:

- les tarifs réglementés pour la production d'EnR,
- les appels d'offre de la CRE,
- le fond FEDER,
- le mécanisme des CEE,
- le PRME (Programme Régional pour la Maitrise de l'Energie).

Et que d'autres sont en attente :

- la compensation de la CSPE pour l'efficacité énergétique suite à l'amendement du 28 décembre dernier désormais intégré au code de l'énergie,
- le mécanisme du tiers investissement,
- ...

Conclusion des MPI

En Guyane, la transition énergétique c'est :

- Créer des centaines d'emplois
- Assurer un développement économique durable,
- Augmenter la compétitivité des entreprises,
- Améliorer le pouvoir d'achat des guyanais,
- Sécuriser l'approvisionnement énergétique du territoire
- Préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique

Synthèse

L'exposé de la situation de la Guyane montre une forte dépendance aux énergies fossiles, tous secteurs confondus, et une tendance à l'augmentation des besoins et des prix.

La transition énergétique est donc une nécessité pour garantir la sécurité de l'approvisionnement et maintenir le pouvoir d'achat des ménages.

Pour les MPI et le GENERG, la transition énergétique est source d'un développement économique durable, de compétitivité pour les entreprises, d'emplois diversifiés et qualifiés. L'ambition de la conférence-débat a été de montrer que les entreprises guyanaises disposent des compétences et de la volonté de porter la transition énergétique.

Les points de consensus apparus dans les discussions :

- l'augmentation des besoins en énergies en raison de la croissance démographique soutenue et la nécessité d'un développement du territoire (économie, infrastructures, confort...) si aucune mesure n'est prise dès aujourd'hui,
- l'augmentation prévisible du prix de l'énergie (carburant, gaz, électricité), l'impact important sur le pouvoir d'achat des ménages, la menace du maintien de la péréquation tarifaire si les coûts de la CSPE sont plombés par les ZNI,
- L'énorme potentiel d'économie d'énergie réalisable avec une politique volontariste.

Aucun point de dissensus n'est apparu lors de ce débat mais en d'autres circonstances, certaines personnes de la DEAL ou d'EDF mettent en cause la capacité des solutions présentées (EnR décentralisées, économies d'énergies...) à répondre aux enjeux tant en performance qu'en délai de réalisation.